

1250% Bons du trésor Mexicain
 50,000\$ US minimum 3 mois
 Sujet à modification sans préavis
659-4960
 ScotiaMcLeod

LE SOLEIL

LOU-TEC
 OUTILS D'ÉLECTRICIENS
 QUÉBEC 871-6363
 LEVIS 835-3342
 STE-FOY 853-3333
 ST-GEORGES 228-1718
 BEAUPORT 663-7383
 ST-ANSELME 885-4468

MERCREDI 28 SEPTEMBRE 1994

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 268
 56 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.24 3.98

MONTREAL-OTTAWA 60¢ Plus TPS TVQ

50¢ Plus TPS TVQ

LES ARTS



Céline Dion fait un malheur à l'Olympia

Après tant d'années de carrière et d'attente, la glace est enfin cassée avec les Français. Le premier spectacle a été donné hier à guichets fermés. **A-3**

LE SPORT



À Goodenow de jouer, dit Bettman

Après huit heures de négociations hier, les joueurs et les propriétaires de la Ligue nationale de hockey n'étaient pas plus près d'une entente. **S-4**

LA RÉGION

3 ans aux abuseurs de la Côte-Nord

La condamnation des sept abuseurs a permis de lever le voile sur leur identité. À l'annonce de la sentence, des victimes ont pleuré. **A-3**

Le ton se corse à la STCUQ

Le syndicat des 700 chauffeurs a dénoncé hier des dépenses injustifiées de deux millions \$ réalisées sous la présidence de M. Larose. **A-3**

L'ÉCONOMIE

Les producteurs de patates perdent gros

La faillite de leur fédération entraînera des pertes colossales évaluées à 20 millions \$ chez les 530 producteurs de pommes de terre du Québec. **B-12**

LA POLITIQUE

Jean Rochon y tenait, à son ministère

Pour le Dr Jean Rochon, l'obtention du ministère de la Santé et des Services sociaux était la suite logique de son engagement. **A-6**



L'INDEX

Annonces classées	C-5 à C-9
Arts	C-2 à C-4
Bridge	C-10
Décès	C-9 et C-10
Économie	B-9 à B-12
Éditorial	A-14
Horoscope	C-9
Le Monde	B-5 à B-7
Les idées du jour	A-15
Michel Vastel	A-14
Où aller à Québec	C-2
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	B-4

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Nuageux, avec averses le matin. Maximum 17. **S-16**

Le CHUL, Laval et St-Sacrement veulent le titre de CHU Course à la fusion d'hôpitaux

QUÉBEC — Les événements se bousculent dans le dossier du choix des hôpitaux universitaires dans la région de Québec. Les dirigeants du CHUL, de l'hôpital Laval et de celui du Saint-Sacrement doivent présenter, demain soir, à leur conseil d'administration respectif une proposition en vue d'une fusion des trois centres hospitaliers.

par PIERRE PELCHAT
LE SOLEIL

Selon ce qu'a appris LE SOLEIL, l'objectif est de bien se placer pour ravir le statut de centre hospitalier universitaire (CHU), un titre présentement détenu par ces trois hôpitaux et par trois autres établissements, Saint-François d'Assise, l'Enfant-Jésus et l'Hôtel-Dieu de Québec.

La firme de consultants CGO retenue pour réduire le nombre de CHU a proposé un modèle qui suggère de ne choisir que deux hôpitaux universitaires, un centre affilié et un institut de moindre importance. Or, le regroupement CHUL-Laval-Saint-Sacrement permettrait de concentrer dans une seule administration toutes les fonctions d'enseignement universitaire. En outre, cela permettrait de réaliser des économies, un thème cher à la Régie régionale et au ministère de la Santé et des Services sociaux.

D'autre part, les partisans de la fusion soulignent que la tendance est au regroupement des conseils d'administration afin d'éliminer la compétition entre les hôpitaux d'une même ville et de favoriser la complémentarité des services dans un contexte budgétaire de plus en plus difficile. On rappelle, entre autres, que dans plusieurs grandes villes européennes, il n'y a qu'un seul conseil d'administration pour tous les centres hospitaliers.

Le directeur général intérimaire de l'hôpital Laval a confirmé hier au SOLEIL que des discussions sont en cours depuis un certain temps avec le CHUL sur un « rapprochement interhospitalier ».

« Nous allons prendre connaissance de la position prise par le Conseil des médecins et dentistes. Des approches ont été faites en vue d'un regroupement. Ça ne se fera pas à court terme », a affirmé le Dr Gilles Lagacé.

Au cours des deux derniers jours, les médecins de l'hôpital Laval et du CHUL se sont prononcés en faveur d'une fusion de leurs deux centres hospitaliers.

Hier, à la réunion des médecins du CHUL, on a insisté sur l'importance que les représentants de l'université Laval et de la faculté de médecine soient majoritaires au

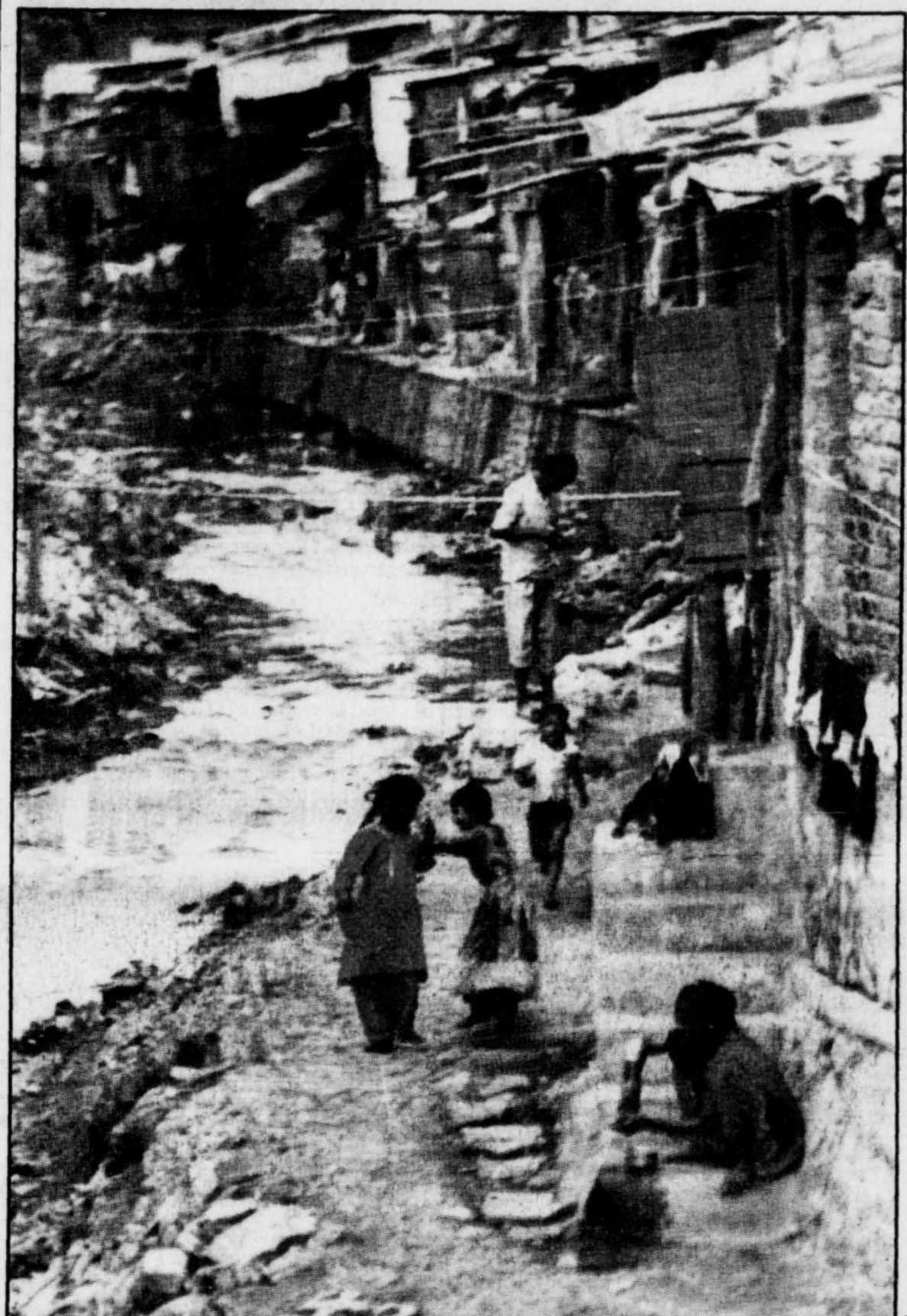
conseil d'administration de la nouvelle entité afin de privilégier la qualité de l'enseignement et le développement de la recherche. Quant à la possibilité d'une fu-

sion avec Saint-Sacrement, les médecins du CHUL ont pris acte de la proposition sans toutefois se prononcer en faveur ou contre. A l'Hôtel-Dieu de Québec, le di-

recteur général, le Dr Julien Veilleux, a indiqué que son établissement n'était pas en discussion en vue d'une fusion. Il ne croit pas qu'une décision prise « en catastrophe » va donner les résultats escomptés.

L'hôpital de l'Enfant-Jésus qui a déjà proposé de se fusionner avec Saint-François d'Assise tient ce soir la réunion de son conseil d'administration sur la proposition de la firme CGO. De leur côté, c'est la semaine prochaine que les dirigeants de l'hôpital Saint-François d'Assise se prononceront sur le modèle théorique soumis par les consultants.

L'épidémie de peste se propage en Inde



Alors que l'épidémie de peste pulmonaire tend à se propager vers New Delhi et Calcutta, le gouvernement d'Ottawa a demandé hier aux Canadiens d'annuler leurs voyages dans les régions touchées. De son côté, l'Organisation mondiale de la santé estime que voyager en Inde ou transiter par les aéroports du pays ne présente pas de danger particulier. Depuis le début de l'épidémie à Surat, il y a une semaine, la peste pulmonaire a fait au moins 52 morts et mis sur les routes quelque 400 000 Indiens fuyant la maladie, mais avec le risque de la propager.

À lire en page A-3

Moins d'heures et hausses salariales

Les postiers veulent le jackpot

QUÉBEC — L'élimination de la sous-traitance, la réduction de la semaine de travail de 40 à 35 heures sans perte de salaire, l'expansion des services et la majoration des salaires de 4 et 3 % constituent les principales revendications que le Syndicat des postiers du Canada défendra dans les négociations qu'il entreprendra, cet automne, avec la Société canadienne des postes.

par BRIGITTE BRETON
LE SOLEIL

La convention collective des 53 000 employés des Postes viendra à échéance le 31 janvier 1995. Les syndiqués ont cependant déjà adopté un cahier contenant 74 revendications, qui sera remis d'ici le 31 octobre à la partie patronale. Les négociations sont habituellement ardues à la Société canadienne des postes. Les deux derniers renouvellements des conventions collectives, en 1987 et 1991, ont été marqués par des grèves rotatives.

Cette année, le Syndicat des postiers veut faire porter les négociations sur deux volets : la sécurité d'emploi et l'amélioration des autres clauses de la convention collective. Le directeur à l'éducation et à l'organisation pour la ré-

gion de Québec, M. Denis Lemelin, a expliqué hier au SOLEIL que la sécurité d'emploi des employés des Postes passera par le maintien et l'expansion des services et par la réduction de la semaine de travail sans perte de salaire.

Dans le préambule à sa première revendication, le Syndicat indique « qu'il sera interdit à l'employeur de sous-traiter du travail de l'unité de négociation. L'employeur prendra des mesures pour « récupérer à l'interne » les tâches de l'unité de négociation actuellement exécutées par d'autres et pour créer plus de tâches dans l'unité de négociation grâce à l'expansion du service. Le syndicat exige donc, entre autres, l'augmentation du nombre de comptoirs postaux employant de ses membres.

Le syndicat réclame également que la journée de travail des em-

ployés à temps plein soit ramenée à sept heures par jour, cinq jours par semaine, sans réduction de salaire. La semaine de travail passerait ainsi de 40 à 35 heures. La partie syndicale souhaite aussi bonifier les congés annuels de ses membres. En contre-partie de la réduction de la semaine de travail, le syndicat réclame que les emplois à temps partiel soient transformés en temps plein. Selon M. Lemelin, environ 14 000 des 53 000 employés ont un statut d'employés à temps partiel.

Dans ses prochaines négociations, le Syndicat des postiers vise aussi à améliorer le pouvoir d'achat de ses membres en demandant une hausse salariale de 4 % la première année et de 3 % la deuxième. À cette hausse s'ajoute une indemnité de vie chère un pour un, qui assurera une pleine protection contre l'inflation, soutient le syndicat. La partie syndicale réclame aussi des améliorations aux clauses touchant la santé et la sécurité, la dotation en personnel, la formation et le harcèlement.

Même si le Syndicat des postiers a limité ses demandes à 74 (il

en avait 800 au début de la consultation des membres), celles-ci sont majeures et viennent à contre-courant de la gestion exercée au cours des dernières années à la Société canadienne des postes. M. Lemelin demeure cependant optimiste et fait valoir que les négociations qui s'engageront d'ici quelques semaines se feront en présence de nouveaux acteurs. Le syndicat des postiers est en effet dirigé maintenant par M. Darrell Tingley qui a remplacé M. Jean-Claude Parrot, et la Société canadienne des postes a aussi un nouveau président, M. Georges Clermont.

Autre élément, le Parti libéral a aussi pris le pouvoir à Ottawa. Dès son élection, le gouvernement de Jean Chrétien a mis un moratoire sur la fermeture des bureaux de poste ruraux. M. Lemelin est persuadé qu'un gouvernement qui veut développer les régions et créer de l'emploi doit être sensible aux revendications du Syndicat des postiers. Pour convaincre le public de la pertinence de ses demandes, le syndicat misera sur la qualité des services offerts par ses membres.

Jeunes incendiaires

L'école réclame plus de 600 000 \$ aux parents

QUÉBEC — Les parents des deux adolescents qui ont mis le feu à l'école Guillaume-Mathieu, en mai 1993, font maintenant face à une poursuite de 606 600 \$ intentée par le ministère de l'Éducation et la commission scolaire de Charlesbourg.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Mus par des motivations pour le moins originales, les deux jeunes habitant Charlesbourg étaient montés sur le toit de l'école pour y passer la nuit. Celle-ci étant un tantinet fraîche, ils ont « en toute logique » décidé de se faire un feu.

Dans un premier temps, l'un des adolescents fait brûler un paquet de cigarettes puis l'éteint en le piétinant. Le duo s'en va mais revient sur le toit au milieu de la nuit.

Toujours aux prises avec le froid, le même jeune âgé de 15 ans utilise des allumettes pour mettre le feu à du papier trouvé dans une benne à recyclage ainsi qu'à un vieux bâton de hockey. De nouveau, il se contente de sauter dessus pour l'éteindre. À 5 h, les deux comparses quittent le toit mais, une heure plus tard, l'incendie se déclare, faisant pour 606 642 \$ de dommages.

Dans leur poursuite, le procureur général, au nom du ministère de l'Éducation, et la commission scolaire allèguent qu'au chapitre des responsabilités, l'adolescent devait savoir que son geste était extrêmement dangereux. De plus, il a omis de s'assurer que le feu était bien éteint avant de s'en aller.

Il en va de même pour l'autre qui, lui, se voit reprocher d'avoir contribué à l'incendie par son silence. Il semble qu'il n'ait rien fait pour empêcher les gestes de son camarade.

Quant aux parents, on leur reproche de ne pas avoir exercé la surveillance de leur fils respectif ni de leur avoir « accordé l'éducation adéquate ». Dans cette affaire, la commission scolaire a dû assumer une franchise de 15 000 \$ pour la réfection de l'école incendiée, le reste ayant été versé par le ministère de l'Éducation.

En chambre de la jeunesse de la cour du Québec, un seul adolescent, celui qui a allumé les deux feux, a été accusé d'incendie criminel. Reconnu coupable de l'infraction en juin, il a été condamné, la semaine dernière, à 150 heures de travaux bénévoles. Sa sentence, cependant, ne s'applique pas pour le moment car il en a appelé du verdict de culpabilité.

Médecins blâmés pour leur attitude face au sida

MONTREAL (PC) — Les médecins ont fait l'objet de multiples reproches quant à leur attitude à l'égard des séropositifs et des sidéens, hier, devant la Commission d'enquête sur l'approvisionnement en sang au Canada.

Le Dr Réjean Thomas qui a fondé la clinique médicale Actuel où il a traité jusqu'ici quelque 4000 patients séropositifs ou atteints de

sida est sorti de ses gonds quand des porte-parole de regroupements d'homosexuels se faisaient reprocher de n'avoir rien tenté pour décourager leurs membres de donner du sang en 1983 et

1984, au moment où les scientifiques découvraient la transmissibilité du virus du sida par le sang.

« Ce sont les groupes communautaires qui, à compter de 1983, ont fait de l'éducation et de la prévention. Aurait-il fallu qu'ils soient aussi responsables de la santé publique au Québec? C'est aux responsables de la santé pu-

blique qu'il faut poser des questions », a-t-il lancé.

« Sans vouloir généraliser, les médecins ont peur du sida. Ils sont très mal à l'aise de poser des questions quant à la sexualité et l'histoire sexuelle des malades. Cela entraîne de l'ignorance », a-t-il souligné.

Le Dr Thomas évalue que ces attitudes ont des incidences sur la propagation du sida au Québec.

Il estime que les médecins doivent aller « au-delà du biologique, du virus, du déficit immunitaire pour s'intéresser à la toxicomanie, la prostitution, les homosexuels », a-t-il diagnostiqué.

Comme cela ne se fait presque pas, les cliniques spécialisées

pour le dépistage du sida et des maladies transmises sexuellement sont débordées.

« La relève des médecins est rare. Ça fait dix ans que nous essayons de survivre. Nous ne pouvons obtenir les fonds pour embaucher un psychologue pour soutenir nos malades. En bout de ligne, ça fait du monde fatigué qui lâche », a-t-il déploré.

« Tant de solitude, tant de souffrance, tant de rejet avec 4000 malades, j'ai tout entendu », a-t-il confié avant d'éclater en sanglots, visiblement exténué.

Il considère que les hémophiles sont aussi beaucoup laissés à eux-mêmes.

Le Dr Thomas estime que des hôpitaux et des médecins cachent beaucoup de choses aux gens ayant été infectés lors de transfusions sanguines, par exemple.

Il a également dénoncé le fait que des gens soient informés de leur séropositivité sans que des précautions élémentaires ne soient prises par le médecin traitant.

« Encore cet été, des gens apprennaient par téléphone qu'ils étaient séropositifs.

« On voit ça. Ce n'est pas toujours à l'honneur de la communauté médicale. Ça a l'air sombre ce que je dis. C'est sombre ce que je vois », a-t-il conclu.

GARANTIE À VIE



LA TOITURE D'ALUMINIUM: LA SOLUTION FINALE À VOS PROBLÈMES DE TOITURE

- Alcoa est une compagnie centenaire dont la réputation mondiale n'est plus à faire
- La seule compagnie qui donne une garantie à vie, enregistrée, transférable, incluant matériaux et main-d'œuvre
- Nos spécialistes d'installation sont formés par les fabricants
- Faites votre toit cette année et profitez du programme Virage Rénovation (subvention du gouvernement)
- Satisfaction garantie
- Choix de plusieurs couleurs



M. Ken Montroy
Spécialiste en toiture d'aluminium, résidant et bien connu dans la région de Québec, a introduit la toiture d'aluminium à Québec et les environs. Il a maintenant plusieurs modèles de toiture à vous proposer. M. Montroy a obtenu, par sa grande expérience, la distribution des toitures d'aluminium Alcoa pour tout le Québec. Alcoa, produit haut de gamme aux finis Alumalure 2000 et Kynar 500, reconnu par les architectes.

Les avantages de la toiture d'aluminium

- Système d'emboîtement dans les quatre directions qui se scelle automatiquement
- Incombustible
- À l'épreuve de la pourriture
- À l'épreuve de la rouille
- Aucune rétention de mousse-vermine
- Étanche au vent
- Ne retient pas la neige
- Légère
- Isolante
- Conserve sa couleur initiale
- Choix de plusieurs couleurs
- Garantie à vie, matériaux et main-d'œuvre
- Valeur accrue
- Des milliers de clients satisfaits
- Aucun entretien

POSE COMMERCIALE, RÉSIDENNELLE ET INDUSTRIELLE

ESTIMATION GRATUITE
PARTOUT EN PROVINCE

INSTALLATIONS LIDO Ltée
626-1005

Approuvé par le Conseil national de recherche Canada CCMC 12543-R



Big Macs et pizzas au secours des enfants malades

Les restaurants McDonald's de la région de Québec s'étaient fixé un objectif de 40 000 \$ pour le 10e anniversaire de la collecte destinée à aider les enfants malades, hier. Pour chaque Big Mac et pizza vendus, un dollar était remis à la Fondation Ronald McDonald's qui voit à distribuer les fonds. Dans la région de Québec, outre le premier Manoir Ronald McDonald's, près du CHUL, la fondation prévoit aménager une « suite » à l'hôpital de l'Enfant-Jésus. Ces manoirs et ces suites accueillent les parents d'enfants malades, souvent en phase terminale, venant de l'extérieur et qui doivent se loger à peu de frais, près de l'hôpital. Hier, plusieurs personnalités de divers milieux (dont le directeur de la police de Sillery, Jean Hamilton au centre de cette photo prise au McDonald's des Halles de Sainte-Foy) avaient offert quelques heures de leur temps pour le Grand McDon.

Récompensez votre chat en lui servant les aliments sains en boîte qu'il adorera : Science Diet^{MD} Feline Maintenance^{MD}

et récompensez-vous aussi...

Obtenez 4 boîtes GRATUITES à l'achat d'un sac de 4,5 kg ou plus ou d'une caisse de boîtes de 425 g. Les chats adorent le goût des aliments secs Feline Maintenance^{MD}. Il suffit de les mélanger aux aliments en boîte pour vous assurer que votre chat bénéficie de la nutrition supérieure escomptée de chaque produit Hill's^{MD}.

Hâtez-vous, les quantités sont limitées.

4 BOÎTES GRATUITES
à l'achat de Feline Maintenance^{MD}

Vous trouverez votre emballage GRATUIT de 4 boîtes Feline Maintenance chez :



Une meilleure qualité de vie grâce à une bonne nutrition.

Nutrition Animale A.P. INC.
Le choix des maîtres

5381, boul. de la Rive-Sud, Lévis 837-5228
259, boul. du Pont, St-Nicolas 831-1328
5237, boul. Hamel, local 115, Québec 877-2601
710, Bouvier, local 115, Québec 623-9013

GROG PLUS

OUVERT LE DIMANCHE de 12h à 17h

Festival D'Automne

PATRONS McCALL'S
249 399
à **3**
avec achat de tissu et la carte d'Or

BROAD-CLOTH ASSORTI
Cour. 2,98 m
1 89
m

TISSU À COSTUME
Pour aussi peu que
7 99
m
Cour. 14,98 m

TAPISSERIE 150 cm "HERITAGE"
Épargnez 25%
14 99
m
Cour. 19,98 m

90 cm VELOURS CÔTELÉ
Épargnez 42%
2 89
m
Cour. 4,98 m

rabais 1/3 150 cm DOUBLURE POLYESTER
3 99
m
Cour. 5,98 m

150 cm Épargnez 35% SUÈDE "MAJESTIC"
Apparence suède 100% polyester
6 49
m
Cour. 9,98 m

150 cm SERGE "NEVADA"
6 99
m
Cour. 9,98 m

150 cm Épargnez 35% VELOURS BROSSÉ
6 49
m
Cour. 9,98 m

VOILE NAPOLI
rabais **50%**

ÉPARGNEZ 55% COTON QUATÉ
150 cm
3 99
m
Cour. 8,98 m

Stores HORIZONTAUX VERTICO SUR MESURE rabais **15%** plus de 80 couleurs

Rabais **30%** SUR UNE SÉLECTION D'ACCESSOIRES MANNEQUIN "DIANA" Épargnez 110\$ SEULEMENT **189 99** Cour. 299,99 chacun

IMPRIMÉS DÉCORATIFS POUR LA MAISON ÉPARGNEZ **25%** ET PLUS

FABRICVILLE

Le plus grand distributeur de tissus et tentures avec 140 magasins à travers le Canada.

STE-FOY - PLACE LAURIER QUÉBEC -
2740, boul. Laurier 651-3489 1505, rue d'Estimauville 661-6128

Lundi au mercredi: 9h30 à 17h30 Jeudi - vendredi: 9h30 à 21h Samedi: 9h à 17h Dimanche: 12h à 17h

En raison du manque d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins.

ÉCHOS DES DEUX RIVES

BAS-SAINT-LAURENT

Lutte contre les toxicomanies

La Régie de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent a voté un budget de développement dans le cadre de son programme « Alcoolisme et autres toxicomanies » de 210 000 \$ pour l'année 1994-1995. Un peu plus de 60 % de cette somme sera consacrée à la prévention et à la promotion.

SAINTE-ANNE-DES-MONTS

Troisième prix à la SDEGIM

La Société de développement économique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (SDEGIM) a remporté le troisième prix de l'Association des développeurs économiques du Canada pour la qualité de son programme publicitaire. La société a diffusé, dans cinq magazines, quatre annonces publicitaires invitant les hommes d'affaires à investir dans cette région. En 1993, le matériel promotionnel de la SDEGIM avait remporté trois premiers prix lors du congrès annuel de l'association canadienne.

BAIE-COMEAU

Concours en arts visuels

Les artistes nord-côtiers en arts visuels sont invités à s'inscrire au concours pour l'obtention de la bourse Gaby Drapeau. Le concours est organisé par la galerie d'art Florence Dionne et par la famille de l'artiste Gaby Drapeau. Une exposition de toutes les œuvres soumises au concours se tiendra du 30 octobre au 6 novembre au centre socio-culturel de Baie-Comeau. Un dépliant de participation est remis à la galerie d'art. Les artistes doivent répondre à certains critères pour s'y inscrire.

MATANÉ

Photographies de Diane Girard

Dans le cadre de l'événement photographique Phos, il y aura vernissage des œuvres de Diane Girard, « Les ouvriers du charbon de bois », aujourd'hui à 20 h, au BillBard. De plus, la formation matanaise Scattered Sun interprétera des pièces du groupe The Doors. Diane Girard, originaire du comté de Portneuf, étudie la photographie au cégep de Matane depuis 1991.

EST DU QUÉBEC

Audiences publiques

Le député de Matapédia-Matane, René Canuel, demande au comité permanent des Transports, de se déplacer pour des audiences publiques sur la privatisation des aéroports régionaux du Québec, soit ceux de Mont-Joli, Baie-Comeau et Québec. Selon lui, avant de passer à l'action, le ministre Douglas Young se doit de consulter les gens pour connaître leurs besoins et les solutions qu'ils pourraient proposer.

GASPÉSIE

Nouvel exécutif

Le nouvel exécutif de l'Association touristique de la Gaspésie se compose de Denis Blanchette de la MRC de Bonaventure à la présidence, Daniel Bujold de la MRC de Côte-de-Gaspé à la vice-présidence, Betty Smith de la MRC de Pabok à trésorerie et Constance Imbeault de la MRC d'Avignon au secrétariat.

Transport scolaire: conflit réglé

La CS Baie des Chaleurs cède sous les pressions des parents

BONAVENTURE — La question du transport scolaire du midi est réglée à la commission scolaire de la Baie des Chaleurs, du moins pour cette année et ce sont les parents qui ont gagné. Ils ne paieront pas la totalité de la facture du transport. Les élèves retournent donc à l'école aujourd'hui.

re, est aux prises avec une dette de 915 000 \$.

« Le conflit n'aurait jamais duré aussi longtemps si les commissaires avaient démontré une ouverture aux négociations mais la première réunion publique où la question du transport a été débattue. Devant l'attitude de certains

et l'arrogance du président, il n'était plus question de rebrousser chemin », a indiqué Pierre Aubert, un porte-parole des parents.

Le président de l'assemblée des commissaires, Jean-Marc Joseph, admettait à l'issue de la réunion qu'une telle ouverture aux négociations aurait « peut-être changé le déroulement du conflit mais les

esprits étaient échauffés dès le départ des deux côtés des barricades ».

Deux commissaires ont appuyé les revendications de la majorité des parents depuis un mois, Micheline Gauthier et Pierre Arsenault.

Toutes les propositions visant à

faire payer les parents légèrement plus, comme les deux tiers du transport du midi au lieu de la moitié, ont été rejetées vigoureusement.

Les élections scolaires de novembre permettront de changer la perspective de l'assemblée des commissaires, si ce n'est l'assemblée elle-même.

par GILLES GAGNÉ
collaboration spéciale

Devant une foule survoltée d'au moins 600 personnes rassemblées à la polyvalente de Bonaventure, les commissaires ont choisi, par un vote serré de six voix contre cinq, de maintenir le statu quo, qui fait payer aux parents la moitié de la facture des 92 452 \$ par année.

Le différend entre les parents et l'assemblée des commissaires avait atteint un sommet hier matin alors que les parents ont entravé l'accès aux deux écoles secondaires, au siège social de la commission scolaire, en plus des neuf écoles élémentaires qui étaient paralysées depuis une semaine.

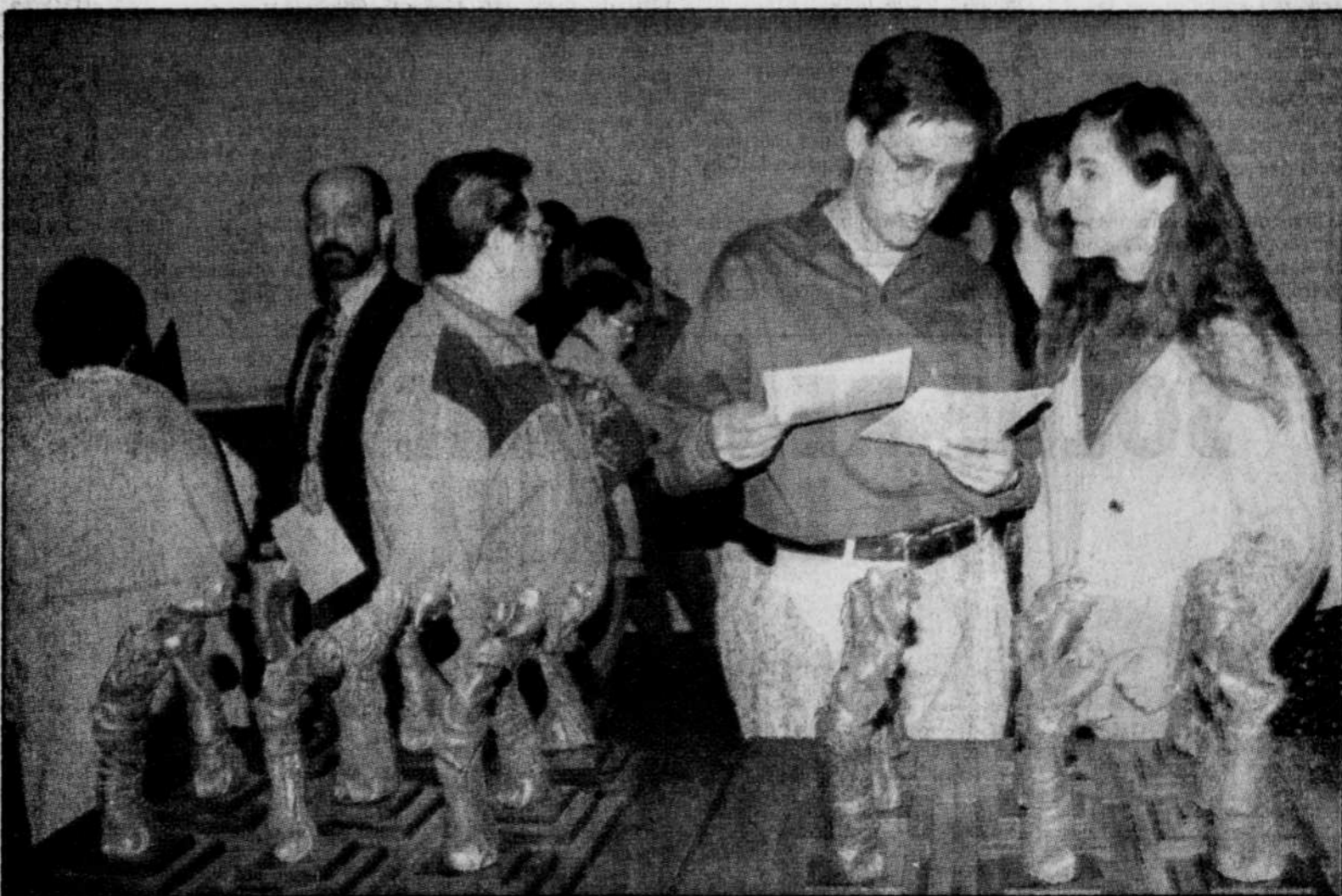
En tout 2500 étudiants étaient privés de cours.

Une autre proposition adoptée hier soir établit que la somme de 46 000 \$ que la commission scolaire voulait prélever auprès des parents devra être récupérée uniquement dans l'enveloppe budgétaire associée à l'administration.

Pour une famille d'un enfant, la hausse que voulait imposer la commission scolaire aurait signifié une facture de 100 \$ par année au lieu de 50 \$ et de 160 \$ pour les familles plus nombreuses au lieu de 80 \$.

Les parents des localités comprises entre Caplan et Port-Daniel paient 50 % du transport du milieu de journée depuis trois ans ils ont refusé à maintes reprises de payer davantage. La commission scolaire

Cinquième Biennale des arts visuels de la Côte-Nord



Depuis vendredi et jusqu'au 13 novembre, la cinquième présentation de la Biennale des arts visuels de la Côte-Nord bat son plein au Musée régional de la Côte-Nord, à Sept-Îles. Ainsi, les visiteurs pourront admirer les œuvres de six artistes de la région. Créée en 1986, cet événement permet aux artistes nord-côtiers de mettre en valeur leur travail en arts contemporains.

Centre universitaire à Lévis L'UQAR: Garon, pas une menace

RIMOUSKI — Le recteur de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), Marc-André Dionne, ne voit pas la nomination du député de Lévis, Jean Garon, au poste de ministre de l'Éducation comme étant une menace pour l'avenir du centre d'études universitaires de l'UQAR, sur la rive sud à Lévis.

par CARL THÉRIAULT
collaboration spéciale

Lors d'un point de presse à ses bureaux hier, le recteur de l'UQAR s'est plutôt réjoui de la nomination de Jean Garon à l'Éducation ainsi que celle de Marcel Landry comme ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui est un gradué de l'UQAR en développement régional.

« Les missions du MAPAQ sont importantes pour le développement de l'Est du Québec. De plus, dans le domaine des pêcheries, elles correspondent à notre secteur d'excellence, les sciences de la mer », a déclaré le recteur.

Il se dit toutefois déçu comme plusieurs leaders régionaux qu'il n'y ait pas deux ministres délégués régionaux pour le Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Les Îles.

Par rapport au rayonnement de l'UQAR sur la rive sud de Québec, le recteur se dit aucunement inquiet. « Le ministre Jean Garon est un régionaliste convaincu et je ne vois pas pourquoi une université en région serait inquiète », a-t-il affirmé aux représentants de la presse régionale. Je crains les suppositions des gens en l'absence de réaction formelle de notre part. Le nouveau ministre sera plutôt un allié pour poursuivre notre développement. »

Au cours des dernières années, le député de Lévis s'est fait un ardent défenseur de l'établissement d'une université pour la rive sud de Québec.

Actuellement, le centre universitaire de l'UQAR à Lévis donne des services éducatifs à 160 étudiants à temps plein et à près de 1000 autres à temps partiel.

Le recteur de l'UQAR ne veut pas spéculer sur des scénarios d'organisation du réseau universitaire dans la région de Lévis suite à l'arrivée de Jean Garon comme titulaire de l'Éducation.

« Plusieurs régions au Québec aimeraient s'accroître la présence universitaire, Lévis n'y échappe pas. Quelle forme cela prendra-t-il au plan des structures ? Ce sont là des décisions de nature politique », a ajouté le recteur.

Marc-André Dionne constate qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre une fonction ministérielle et un projet particulier pour un comté.

« Quand il s'agit d'un engagement concernant un comté par rapport à une fonction de ministre où il faut présider au développement harmonieux des trois ordres d'enseignement au Québec, les gens d'expérience, de talent et de connaissance trouvent un positionnement intelligent », a-t-il conclu.

Les compressions nuiront à la venue des médecins en région

SEPT-ÎLES — Déjà que le recrutement de médecins pour les centres hospitaliers régionaux est ardu, les nouvelles compressions budgétaires imposées par le gouvernement risquent d'avoir des impacts négatifs sur la venue de médecins en région.

par NICOLAS VIGNEAULT
collaboration spéciale

C'est du moins ce que pense le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier régional de Sept-Îles où la direction de l'établissement doit retrancher 735 000 \$ à son budget de 35 millions \$.

L'annonce des mesures qu'entend préconiser la direction du Centre hospitalier septilien survient alors que l'établissement est en pleine période de recrutement pour tenter de compléter son équipe médicale. Ces circonstances inquiète d'ailleurs le Dr Patrice Deslauriers, président du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP) du Centre hospitalier régional de Sept-Îles (CHRSI). « C'est plutôt difficile de convaincre un chirurgien de venir s'installer à Sept-Îles quand vous lui dites qu'on passe de trois à deux salles d'opération et que l'on ferme dix des 41 lits disponibles en chirurgie », affirme-t-il.

Le plan de compressions budgétaires adopté hier soir par le conseil d'administration de l'établissement prévoit en plus la fusion de deux unités de médecine qui se traduit par la fermeture de 15 lits. Près de 25 postes seront également abolis pour répondre aux objectifs financiers de Québec.

Le CMDP s'oppose d'ailleurs à ce plan de compressions. « On est toujours convaincu qu'il y a d'autres moyens que la fermeture de lits et de salles pour économiser », affirme le président du conseil.

Le Dr Deslauriers admet cependant que les délais prescrits par le ministère de la Santé et des Services sociaux et la régie ne permettraient pas à l'hôpital de réaliser les analyses nécessaires à la mise en place de telles mesures.

les patients et ainsi se répartir la facture.

« À Sept-Îles, nous desservons une grande population (53 000 résidents) et les centres de santé ne disposent pas de toutes les ressources nécessaires. Quand la situation l'exige tous les patients se ramassent ici », allègue le Dr Deslauriers.

Pour le moment, même si le plan de compressions a été entériné par le conseil d'administration de l'établissement, il devra être approuvé par la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord demain avant d'être mis en application.

Audiences publiques sur l'eau de Gaspé

GASPÉ — Le dossier de la contamination des puits d'eau potable du secteur Haldimand franchit une étape importante. Le directeur des enquêtes du ministère de l'Environnement et de la Faune, M. Jean Vachon, a convoqué des audiences publiques sur la question, le 18 octobre, à l'hôtel de ville de Gaspé.

par MARIE-LISE DIONNE
collaboration spéciale

Au cours de ces consultations, qui pourraient au besoin s'étaler sur deux jours, les citoyens de Haldimand, la ville de Gaspé de même que la direction de la santé publique (DSP) seront appelés à exposer leurs faits devant un commissaire-enquêteur.

D'autre part, un inspecteur de la police verte, a procédé pendant l'été à une série d'analyses et d'échantillonnages dans une dizaine de résidences contaminées. Les résultats de ces tests devraient à l'heure actuelle être entre les mains des services juridiques du ministère de l'Environnement et de la Faune qui veillera à déterminer s'il y a matière à poursuite et négligence de la ville de Gaspé dans cette affaire.

Il y a maintenant plus d'un an que des résidents de Haldimand sont aux prises avec des problèmes ponctuels de présence dans leur eau potable de matières fécales. Le nombre exact de puits atteints est difficilement déterminable mais il y en aurait entre 40 et 50, peut-être plus. Des installations sanitaires non conformes et pourtant autorisées par la ville seraient à l'origine de la propagation des contaminants.

Paul Morin, du comité des résidents de Haldimand, estime ainsi que le gouvernement devrait avoir tous les éléments en mains à la fin novembre et être en mesure de fixer la population sur les dispositions à entreprendre avant Noël.

Au Centre hospitalier de Notre-Dame-du-Lac

Suspension mystérieuse du directeur

NOTRE-DAME-DU-LAC — Le mystère perdure autour de la suspension avec solde du

directeur général du Centre hospitalier de Notre-Dame-du-Lac dans le

Témiscouata, Yvon D'Amour, décidée par le conseil d'administration de cet

établissement.

par CARL THÉRIAULT
collaboration spéciale

L'effet Brigitte Bardot a créé un sérieux déséquilibre de la population de phoques

CARLETON — Plusieurs pêcheurs ont réclamé des mesures spécifiques pour limiter la croissance des populations de phoques dans le golfe Saint-Laurent, lors des audiences publiques du Conseil pour la conservation des ressources halieutiques (CCRH), qui avaient lieu hier à Carleton.

par GILLES GAGNÉ
collaboration spéciale

Les pêcheurs se sont notamment basés sur un rapport de ce même conseil, qui spécifie que les 3,5 millions de phoques du golfe consomment 40 000 tonnes métriques de morue, sans compter les autres espèces. Ce volume représente plusieurs fois la quantité allouée aux pêcheurs avant la suspension des prélèvements de morue en 1993.

« On a quitté les pêcheries pour laisser les phoques pêcher à notre place », a résumé Jean-Claude Grégoire, un pêcheur de morue

contraint à l'inaction à cause du moratoire sur la pêche du poisson de fond.

« Pendant 200 ans, la chasse aux phoques a fait partie de l'équilibre de la nature avant que l'effet Bardot vienne créer un déséquilibre. Il faut arrêter de dire que les phoques mangent des poissons et bouger », constate pour sa part Jean-François Martel, du Regroupement des pêcheurs professionnels du sud de la Gaspésie.

Les protestations de Brigitte Bardot avaient mené à l'arrêt de la chasse du blanchon et du phoque du Groenland il y a une quinzaine

d'années, et à des limitations de prises pour les phoques gris adultes.

Une quarantaine de personnes du milieu des pêches ont participé aux audiences de Carleton, « l'une des meilleures rencontres que nous avons eues », signale Denis Rivard, du CCRH.

En plus de la question des phoques, la nécessité de mettre sur pied de meilleures mesures de conservation des poissons et crustacés, le rôle du CCRH et une meilleure représentation du Québec au sein de cette structure ont été des sujets abordés en priorité hier.

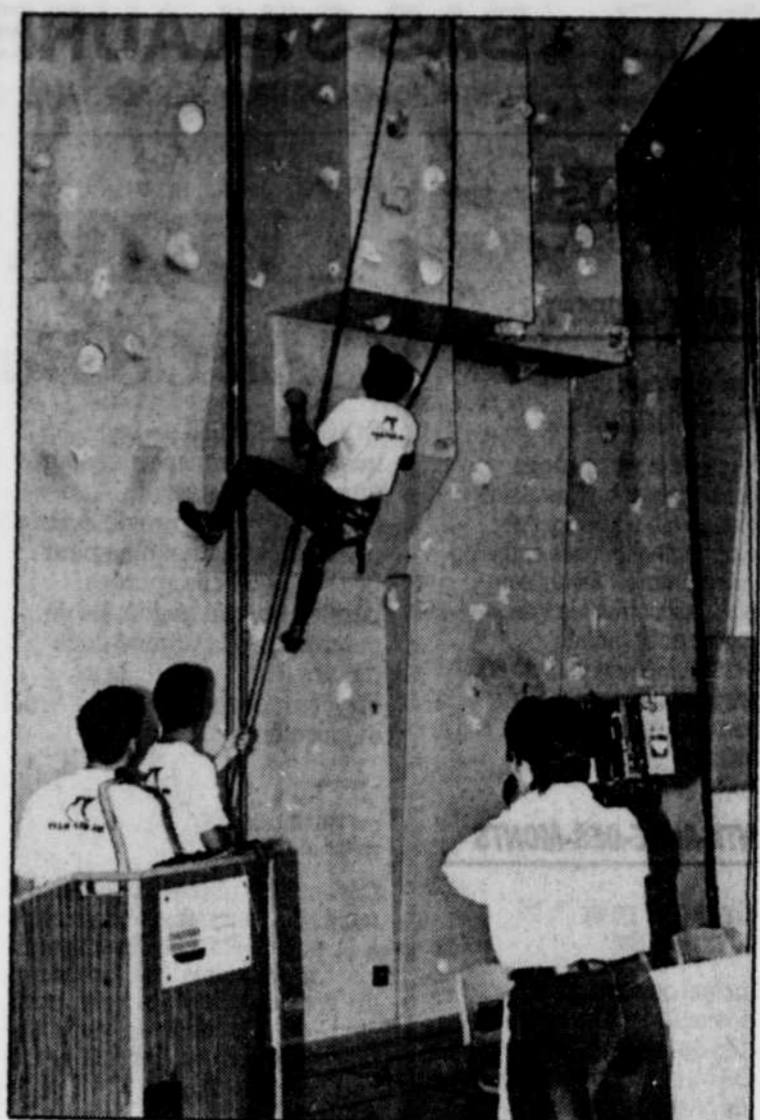
Le CCRH est chargé de présenter des recommandations au ministère fédéral des Pêches et des Océans sur les quantités de prises à prélever dans les diverses zones de pêche.

Le président du conseil d'administration, Bertrand Landry, déclare que les « négociations » continuent avec le directeur général en congé avec solde depuis environ deux semaines.

Le voile devrait normalement être levé lors de la réunion publique du conseil d'administration qui aura lieu le 13 octobre.

Bertrand Landry ne veut pas préciser s'il s'agit d'une négociation pouvant mener au départ du cadre de cette entreprise du secteur parapublic qui cumule une trentaine d'années d'expérience.

« Il ne faut surtout pas sauter aux conclusions. J'ai demandé à mon conseil d'administration de ne faire aucun commentaire sur la place publique. Et je n'ai pas à vous dire ce qu'on fait actuellement », a-t-il déclaré au SOLEIL. Au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, un porte-parole, Yvon Papillon, affirme qu'aucune enquête de vérification administrative n'a été demandée pour cet hôpital.



De l'escalade au parascolaire

Les élèves de l'Institut maritime du Québec à Rimouski disposent depuis quelques jours d'une activité parascolaire peu commune dans les institutions d'enseignement québécoises : un mur d'escalade intérieur. Aménagé au coût de 8000 \$, le nouvel équipement sportif, d'une hauteur de sept mètres, est érigé dans le gymnase de l'institution au centre-ville de Rimouski où oeuvre un club d'escalade récemment formé. Une équipe de neuf moniteurs assure une initiation sécuritaire à cette activité qui est plus répandue en Europe et dans les grands centres urbains du Québec.

SOLDE REMUE-MÉNAGE À LA BAIE!



25 % À 33 % DE RABAIS*! CANAPÉS ET CANAPÉS-LITS

Belle variété de modèles. Et il y a aussi des causeuses et des fauteuils! Le choix varie selon le magasin. *Sur nos prix ordinaires. Voici deux exemples :

250 \$ Canapé-lit Crown Design
1. À dossier confortable.
Notre prix ord. 859 \$.

Solde **599 \$** ch.

300 \$ Canapé-lit Country Casual
2. Notre prix ord. 999 \$.
Meubles, rayons 501 et 507.

Solde **699 \$** ch.

30 % À 50 % DE RABAIS! MEUBLES CHOISIS

30 % À 50 % DE RABAIS

Choix de meubles d'appoint
Secrétaires, vitrines, coffres de cèdre, tables gigognes et ensembles de 3 tables dans le lot.
Nos prix ord. 219 \$ à 899 \$.
Solde 149 \$ à 629 \$ ch.

30 % À 40 % DE RABAIS*

Choix d'ensembles de salle à manger et de coins-repas
*Sur nos prix ordinaires.

30 % À 33 % DE RABAIS*

Tous les meubles de chambre à coucher, pour adulte et pour jeune!
*Sur nos prix ordinaires.

220 \$ DE RABAIS

Fauteuil berçant inclinable
Siège chauffant; fonction de massage.
En bleu, taupe, brun, rose ou vert. Notre prix ord. 669 \$.
Solde 449 \$ ch.

250 \$ DE RABAIS

Fauteuil berçant inclinable
Avec levier. En bleu, sable, sarcelle, océan ou mauve.
Notre prix ord. 799 \$.
Solde 549 \$ ch.

Achat vedette! Duos-sommeil Sealy

Matelas et sommiers désassortis. Bonne fermeté. Choix de formats; un seul bas prix!
Notre prix **299 \$** l'ens.

Guide de magasinage

Ces meubles sont offerts à votre magasin la Baie ou par son entremise. Veuillez prévoir de 4 à 8 semaines pour la livraison de la plupart des articles.

Les meubles sur mesure et les commandes spéciales exigent plus de temps.

Canapés, canapés-lits, causeuses, fauteuils et meubles d'appoint en montre dans ces magasins : rue Sainte-Catherine Ouest, Centre Rockland, la Place Vertu, Galeries d'Anjou, Fairview Pointe-Claire, Promenades Saint-Bruno et Galeries de la Capitale. Salles à manger et coins-repas en montre dans ces magasins : rue Sainte-Catherine Ouest, Galeries d'Anjou et Galeries de la Capitale. Chambres à coucher en montre dans ces magasins : rue Sainte-Catherine Ouest et Galeries de la Capitale. Duos-sommeil en montre dans ces magasins : rue Sainte-Catherine Ouest, Centre Boulevard, Centre Rockland, Carrefour Laval, la Place Vertu, Galeries d'Anjou, Fairview Pointe-Claire, Mail Champlain, Promenades Saint-Bruno, Place Rosemère et Galeries de la Capitale. Tapis en montre au magasin de la rue Sainte-Catherine Ouest seulement.

Liquidation Beaumark®!

Gros électroménagers de fin de série seulement. Le choix varie selon le magasin. Jusqu'à épuisement des stocks. Désolés, pas de bon d'achat différé. Voyez ces exemples!

80 \$ DE RABAIS ADDITIONNEL

Cuisinière Beaumark®
À four facile à nettoyer et cuisson Touche dorée. N° 16340.
Notre prix ord. 689,98 \$.
Dernier prix 629,98 \$.
Liquidation 549,98 \$ ch.

70 \$ DE RABAIS ADDITIONNEL

Lave-linge Beaumark®
Sept programmes. Agitateur pour articles délicats. N° 54390.
Notre prix ord. 629,98 \$.
Dernier prix 569,98 \$.
Liquidation 499,98 \$ ch.

80 \$ DE RABAIS ADDITIONNEL

Cuisinière Beaumark®, 76 cm
À four facile à nettoyer. N° 16350.
Notre prix ord. 749,98 \$.
Dernier prix 679,98 \$.
Liquidation 599,98 \$ ch.

26 \$ DE RABAIS ADDITIONNEL

Lave-vaisselle Beaumark®
À encastrer. Fonctions de rinçage, de mise en attente et de mise en marche différée. N° 41530.
Notre prix ord. 489,98 \$.
Dernier prix 415,98 \$.
Liquidation 389,98 \$ ch.

30 % À 60 % DE RABAIS*

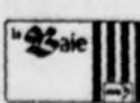
Liquidation de meubles

Choix de modèles en montre, de fins de séries et d'échantillons.
Le choix varie selon le magasin.
*Sur nos prix ordinaires.

50 % À 70 % DE RABAIS*

Tapis de fin de série

• Tapis chinois à 50 % de rabais*! • Thibaudes à 60 % de rabais*!
• Tapis persans ou indiens à 70 % de rabais*!
• Et une autre offre extra : tous les tapis sur commande à 35 % de rabais*!
*Sur nos prix ordinaires.
Tapis, rayon 553.



Ce solde prend fin le dimanche 9 octobre.

LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®

Camomille

Fait presque disparaître les rides



Récemment, une recherche historique fut menée en Europe. Un groupe de femmes, ayant une peau endommagée par les rayons ultraviolets du soleil, a fait l'essai de la Camomille Levomenol brevetée de CamoCare.

En seulement trois jours, un effet d'adoucissement remarquable de la peau fut noté ainsi qu'une réduction visible des rides et ridules causées par les rayons UV. Après 7 jours de traitement, la peau a retrouvé son éclat naturel et son apparence saine.

Cette camomille naturelle si spéciale est maintenant disponible dans une crème onctueuse appelée Crème pour le visage et Crème légère pour le visage de CamoCare Therapy. CamoCare fait plus que rehydrater la peau, il l'apaise et la détend tout en réduisant énormément l'apparition des lignes et des rides causées par les rayons solaires.



Disponibles dans les magasins de produits naturels suivants :

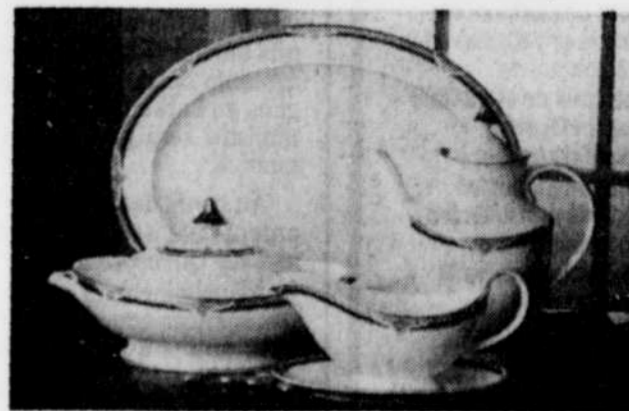
- | | | | | | |
|--|--|--|---|--|---|
| Au Naturel
35, René-Lévesque O.
Québec 524-7575 | La Crac
690, Saint-Jean
Québec 647-6881 | La Giroflée
3320, ch. Sainte-Foy
Sainte-Foy 658-7780 | Au coin du grain
72, Principale
Armagh 466-2544 | Le panier vert
150, Lafontaine
Rivière-du-Loup
862-0105 | La Rosalie
1646, chemin
Saint-Louis
Sillery 683-1936 |
| Alimentex
1188, 1 ^{re} Avenue
Québec 529-8313 | Naturellement Vôtre
Promenade Walberg
Dolbeau 276-7881 | Aliments de santé Laurier
Place Laurier
651-3262 | Produits de santé LD
Galeries Chagnon
837-2340 | Jardins des Sages
3480, Lacroix
Saint-Georges
Beauce 228-0317 | Pharmacie Jean Couty
3417, 1 ^{re} Avenue
Québec 822-1237 |

Renaud et Royal Doulton : pour un «service des plus complets!»

À l'achat d'un service de vaisselle*,

ROYAL DOULTON

vous offre GRATUITEMENT les assiettes à soupe



* Offre valide sur une sélection de modèles seulement, jusqu'au 31 octobre 1994.

Renaud, le magasin qui, depuis plus de 100 ans, vous offre le plus beau choix de vaisselle, verrerie et coutellerie à Québec.

Renaud & cie

82, rue Saint-Paul
692-0122

Ouvert du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h; samedi, de 9 h 30 à 16 h 30